



HAL
open science

Introduction

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Introduction. Jacques Fontanel. *Économie politique de la sécurité internationale*, l'Harmattan, pp.9-13, 2010, La Librairie des humanités, 978-2-296-11341-1. hal-02897403

HAL Id: hal-02897403

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02897403>

Submitted on 23 Jul 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Introduction à l'économie politique de la sécurité internationale

Jacques Fontanel

In
Economie politique de la sécurité internationale,
J. Fontanel Ed.
L'Harmattan, Paris, 2010.

Résumé : Le concept de sécurité est finalement assez mal abordé par l'économie politique. Puisque le risque est toujours présent dans la vie des hommes, la question est de savoir quelles sont les dépenses à engager, et dans quels secteurs, pour donner aux agents économiques des garanties concernant le fonctionnement normal d'une société ouverte et mondialisée. Il s'agit donc de définir les contenus de la sécurité économique notamment dans le cadre d'une crise économique internationale, de mettre en évidence les forces en présence, les rapports de puissance inégaux, la mise en place d'un gendarme mondial de la paix, mais aussi l'économie du terrorisme, l'intelligence économique, les industries de défense, la reconstruction d'un pays après une guerre et l'importance des valeurs démocratiques. La question de la démocratie est aussi évoquée.

The concept of security is finally rather poorly addressed by political economy. Since risk is always present in men's lives,, the question is what expenditure needs to be made, and in what sectors, to give economic agents guarantees concerning the normal functioning of an open and globalised society. It is therefore a question of defining the content of economic security, particularly in the context of an international economic crisis, of highlighting the forces at work, the unequal power relations, the establishment of a world peace policeman, but also the economy of terrorism, economic intelligence, the defence industries the reconstruction of a country after a war and the importance of the democratic values.

Mots clés : Guerre, paix, sécurité internationale, industries d'armement, intelligence économique, crise économique, dépenses militaires, puissance des Etats

War, international security, armes industries, economic intelligence, economic crisis, military expenditure, States power

La question de la sécurité est rarement étudiée par les économistes. Le concept même de sécurité est assez mal défini et la science économique semble trop souvent la ranger dans le champ de la vie politique. Or, l'insécurité économique constitue une menace constante pour la recherche d'un optimum économique. Elle s'exprime souvent par la violence dans le fonctionnement de sociétés modernes fondées sur la compétition et les rapports de force. Le refus des risques de conflits ou de catastrophes humaines ou naturelles suppose le contrôle des forces guerrières ou terroristes, mais aussi la lutte contre les pollutions écologiques, le maintien des chaînes d'approvisionnement mondiales, la mise en place d'une information équilibrée, le rejet des virus de toutes sortes ou la régulation d'une économie sujette aux crises et aux spéculations déséquilibrantes. Dans ce contexte, si le risque est inéliminable, la question est de savoir quelles sont les dépenses à engager, et dans quels secteurs, pour donner aux agents économiques des garanties concernant le fonctionnement normal d'une société ouverte et mondialisée. En outre, la polarisation des richesses constitue une menace pour la paix et la sécurité, de même que la recherche de puissance et de domination. Le potentiel de guerre de l'information (infowar ou cyberwar) est réel et les gouvernements se proposent de combattre ce facteur d'insécurité par une augmentation des dépenses dédiées. L'économie peut alors jouer un rôle non négligeable dans cette recherche de sécurité, à condition de satisfaire les « coûts de l'homme » (nourrir, soigner et libérer les hommes) ou leurs « entitlements » (leur droit à vivre décemment avec des droits reconnus). Or, l'économie est souvent aussi une arme et un facteur de guerre. Jacques Fontanel met en évidence un concept élargi de la sécurité économique.

La crise économique et financière a mis en évidence la fragilité d'un système économique dominé par un système privé âpre aux gains et aux spéculations fructueuses. Après une explication des fondements de la crise financière de 2008, James Galbraith met en évidence un environnement macroéconomique instable dans l'économie de marché d'aujourd'hui. La politique de la Federal Reserve Bank est alors contestée. Elle devrait se consacrer à la réorganisation complète des règles du financement, à la lutte contre l'instabilité financière, à la réduction des bulles spéculatives sur les matières de base, à limiter les énormes rentes de monopole du secteur financier, à établir de nouvelles règles concernant le management du crédit et à favoriser les investissements utiles de capital productif. Le système monétaire international doit être réorganisé, sans pour autant que le leadership des Etats-Unis soit remis en cause. Dans ce contexte, le rôle clé du

dollar comme monnaie de réserve doit être préservé, mais il faut aussi encourager les blocs de stabilisation régionaux. Les excès de détention de réserves en dollars pourraient être réduits par la renaissance graduelle du leadership technologique des Etats-Unis. Il faut donc lutter contre la spéculation intempestive et, lorsque la crise s'inscrit dans le quotidien, s'engager dans une action de stimulation budgétaire. James Galbraith définit alors une politique générale des Etats-Unis afin d'assurer une sécurité collective, sous le contrôle du gouvernement américain. À long terme, l'objectif économique d'une transformation de la base énergétique et de solution aux challenges environnementaux, dans un climat financier international serein, doit être poursuivi. « Le nouveau président des Etats-Unis doit expliquer que la vraie destinée des Etats-Unis est dans l'exercice de son autorité sur la communauté internationale ». Ainsi, la sécurité mondiale doit être maîtrisée par les Etats-Unis.

Les interactions entre l'économie et la sécurité sont complexes, car les facteurs économiques et politiques ont des logiques et des dynamiques distinctes. Pour Ron Smith, le dommage collatéral de la crise du crédit est la remise en cause de la foi dans l'économie de marché sans régulation publique. Or, les Etats connaissent des déficits budgétaires importants et les pressions sur les dépenses militaires peuvent conduire à fragiliser la « soutenabilité » des politiques de défense. La crise financière interroge les économistes sur la question de l'hégémonie financière et stratégique des Etats-Unis, pays qui vit au-dessus de les moyens en étant les plus grands débiteurs du monde. Il en résulte une situation de crise politico-économique potentielle grave. Souvent les conflits géopolitiques, difficiles à prévoir, sont associés aux guerres majeures, même si l'effondrement de l'Union soviétique en donne un contre-exemple. Les risques de guerre modifient le fonctionnement des systèmes financiers, des emprunts et des budgets publics. Les questions du pétrole et de l'environnement sont aujourd'hui posées, suscitant des controverses qui sont autant d'occasions de conflits. La globalisation suppose des formes d'organisation spécifiques qui n'existent pas encore ou qui sont relativement inefficaces ou contestées. L'impératif moral pour le maintien de la paix peut être généralement accepté, mais la décision d'un pays dépend d'abord de son intérêt national et de sa dimension géostratégique. Aujourd'hui les risques croissent, la globalisation économique s'installe, mais les Etats ne répondent pas toujours correctement aux questions internationales explosives qui se posent dans le monde contemporain et qui sont autant de facteurs de conflits potentiellement guerriers.

À cette question, Nadège Sheehan pose la question du rôle de l'OTAN comme gendarme mondial de la paix, répondant ainsi partiellement au rôle majeur des Etats-Unis dans le bon fonctionnement du système actuel d'économie de marché. Elle met en évidence les modalités et les coûts de l'élargissement de l'OTAN, la question des charges nationales inévitables dans l'OTAN et la création d'une force de réaction faisant appel aux technologies de point. Aujourd'hui, l'OTAN connaît quelques difficultés à assumer la gestion des crises internationales avec les Alliés européens. Cependant, en devenant gendarme de la paix, les avantages pour la communauté internationale seraient bien supérieurs aux coûts. La puissance de l'OTAN est susceptible de constituer un outil efficace pour faire respecter l'application et le respect des traités de paix signés sous l'égide de l'ONU. Dans ce contexte de « peacebuilding », Hervé Hutin analyse la question de la reconstruction de l'Etat de l'Afghanistan. Il met en évidence à la fois la prolifération des acteurs internationaux disponibles sur le terrain, les effets d'expérience, la difficulté à renforcer les capacités institutionnelles, les goulets d'étranglement qui entravent l'administration de l'aide, le poids de l'aide extérieure, l'existence de seuils de capacités institutionnelles ou les choix, souvent contestables, des priorités définies par les acteurs. L'Afghanistan illustre la difficile gestion de l'affectation des moyens destinés à renforcer la sécurité internationale. La poursuite de l'action militaire s'est faite au détriment des objectifs civils. De ce fait, l'aide a ainsi été mal pensée, mal acheminée et mal organisée.

Dans ce contexte, l'analyse économique du terrorisme, présentée par Michael Intriligator, est intéressante. Elle conclut que la seule protection des sites vulnérables est une erreur au regard des effets importants de substitution, que la seule protection des avions et des aéroports est une erreur, qu'il faut agir sur les moyens de communication et innover plutôt que de créer une nouvelle bureaucratie. La lutte contre le terrorisme actuel passe par le contrôle du financement des groupes terroristes, par la réduction de leur base de recrutement, par la propagande et par le contrôle des armes intelligentes. Aujourd'hui, la sécurité n'a pas été améliorée avec l'augmentation des dépenses dédiées et les priorités de la lutte anti-terroriste n'ont pas été suffisamment étudiées. Au regard de l'importance de l'information dans la sécurité nationale, Jacques Fontanel et Liliane Bensahel-Perrin présentent l'intelligence économique, qui participe à la fois à la compétitivité technologique des nations et aux stratégies des acteurs internationaux et nationaux. La connaissance est un pouvoir et les Etats s'organisent pour recueillir l'information nécessaire à leur politique et à la mise en évidence des

attaques dont ils pourraient bien faire les frais. Il s'agit de protéger le patrimoine scientifique et les savoir-faire, de détecter les menaces et les opportunités, de coordonner les activités réticulaires et de développer les pratiques d'influence. Les conflits se sont déplacés des conflits armés entre nations aux conflits économiques. La guerre de l'information devient importante et nécessite une mobilisation de plusieurs ressources privées et publiques.

Fanny Coulomb étudie l'industrie de défense de la France dans un univers de mondialisation dans lequel le protectionnisme doit parfois être aussi revendiqué. Elle met en évidence la pression sur les coûts et les adaptations forcées (cas de l'aéronautique militaire), mais aussi la nécessaire pérennité de la production de défense en vue de protéger des entreprises nationales et d'assurer une certaine autonomie de défense à la nation. Les pouvoirs publics ont un rôle fondamental dans l'innovation de défense. Il est donc important de conduire une politique commerciale stratégique dans le secteur militaire. L'industrie de défense est soumise à une logique de mondialisation et d'intégration croissante entre production civile et militaire et elle ne peut pas se passer de l'Etat. La production de défense doit être soutenue et bénéficier de forts crédits publics, notamment garantis par la taille du budget de défense. Renaud Bellais insiste sur l'existence d'une industrie de défense en transition, ce qui a des effets considérables sur la sécurité internationale. Aujourd'hui, on assiste à une concentration croissante autour de quelques grands groupes et à des contrôles parfois incertains des exportations. Cependant, il n'y a pas de sécurité internationale sans industrie de défense, laquelle, souvent politisée, reste toujours économiquement un peu fragile. Il faut aujourd'hui repenser l'industrie de défense de la France, notamment vers une conception plus européenne.

La question de l'importance de la démocratie dans une économie de marché sur la paix est essentielle. Par l'utilisation des outils économétriques, Thibault Richard met en évidence le fait que la guerre s'oppose au développement de la démocratie, contrairement à la croissance et au taux d'ouverture des marchés. Dans les déterminants de la guerre, la démocratie semble jouer un faible rôle sur le maintien de la paix, mais elle exerce une influence positive sur la lutte contre la violence généralisée. Cette étude souligne l'influence des institutions sur la sécurité interne et externe des Etats. Dans une explication à la fois formalisée et en graphiques, Carlos Seiglie analyse les dépenses militaires en économie ouverte. Il s'interroge sur le point de savoir si le marché réduit les conflits internationaux, en introduisant le risque de perdre les gains issus de l'échange avec d'autres pays. Quand le commerce international produit des effets positifs sur une économie nationale, l'Etat a tendance à augmenter son

budget militaire afin de se protéger. Les institutions politiques exercent une influence sur le développement économique, similaire à celle du commerce international sur les dépenses militaires.

La question de la puissance des Etats dans le contexte de la globalisation est alors posée par Jacques Fontanel. Les variables économiques sont parfois des armes au service d'une puissance étatique, le concept de guerre économique étant souvent le support d'une nouvelle définition de la sécurité nationale. La question qui se pose est de savoir si la concurrence économique internationale est une nouvelle forme de guerre et quelles sont les solutions trouvées aux conflits de puissance. La paix est toujours un sujet controversé parmi les économistes. Il est aujourd'hui nécessaire d'introduire enfin une conception « humanitaire » de l'économie. Le début du XXI^e siècle est ainsi marqué par la résurgence des débats sur la relation entre la puissance économique et militaire nationale.

Références :

Bellais, R. (2010), Une industrie de défense en transition. Implication pour la sécurité nationale, in Economie politique de la sécurité internationale, (J. Fontanel, Ed.), L'Harmattan.

Coulomb, F. (2010), L'industrie de défense française entre mondialisation et protectionnisme, in Economie politique de la sécurité internationale, (J. Fontanel, Ed.), L'Harmattan.

Fontanel, J. (2010), Concept élargi de la sécurité économique, in Economie politique de la sécurité internationale, (J. Fontanel, Ed.), L'Harmattan.

Fontanel, J., Bensahel-Perrin, L. (2010), L'intelligence économique, un facteur de sécurité nationale, in Economie politique de la sécurité internationale, (J. Fontanel, Ed.), L'Harmattan.

Fontanel, J., Coulomb, F. (2010), La puissance des Etats et la globalisation, in Economie politique de la sécurité internationale, (J. Fontanel, Ed.), L'Harmattan.

Galbraith, J.K. (2010), Les implications politiques et sécuritaires de la crise financière, in Economie politique de la sécurité internationale, (J. Fontanel, Ed.), L'Harmattan.

Hutin, H. (2010), La sécurité internationale et le conflit afghan. in Economie politique de la sécurité internationale, (J. Fontanel, Ed.), L'Harmattan.

Intriligator, M.D. (2010), L'économie du terrorisme, in Economie politique de la sécurité internationale, (J. Fontanel, Ed.), L'Harmattan.

Richard, T. (2010), Démocratie, économie de marché et paix, in Economie politique de la sécurité internationale, (J. Fontanel, Ed.), L'Harmattan.

Seigle, C. (2010), Les dépenses militaires en économie ouverte, in Economie politique de la sécurité internationale, (J. Fontanel, Ed.), L'Harmattan.

Sheehan, N. (2010), Gendarmerie mondiale de la paix, vers un nouveau rôle pour l'OTAN ?

Smith, R. (2010), Sécurité internationale et crise économique internationale, in Economie politique de la sécurité internationale, (J. Fontanel, Ed.), L'Harmattan.